

Source : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/11/18/climat-l-agriculture-fait-partie-de-la-solution_5033367_3232.html

Téléchargement 08 12 2016

« Climat : l'agriculture fait partie de la solution »

Pour les principaux responsables de la recherche agronomique française, favoriser les pratiques agricoles innovantes permettrait de réduire largement les émissions de gaz à effet de serre.

LE MONDE | • Mis à jour le 18 11 2016

Abonnez vous à partir de 1 € [Réagir](#) [Ajouter](#)



Les **débats** autour de l'**agriculture** de demain divisent l'opinion : « Les OGM permettront-ils de **vaincre** la faim dans **le monde** ? » « Etes-vous dans le camp de l'agro-écologie ou dans celui des biotechnologies ? » « L'avenir appartient-il à l'agriculture paysanne ou à l'agriculture industrielle ? » Les scientifiques savent désormais que le temps n'est plus aux conflits stériles : la sécurité mondiale, la santé et même la survie de beaucoup d'êtres humains sont en jeu. Les changements climatiques affectent sensiblement la production agricole et plusieurs millions de personnes ont déjà dû **quitter** leur pays, touchées par des sécheresses ou des inondations. Face à l'urgence, à la diversité des situations et à la globalité des enjeux, il nous faut **sortir** des logiques binaires où il n'existe qu'une seule solution, à l'**exclusion** de toutes les autres, pour **répondre** à des problèmes complexes par des solutions concrètes.

L'accord **international** de **Paris** sur le **climat**, qui vient d'entrer en vigueur, offre une vraie opportunité : le texte et l'agenda des solutions issus de la **COP21** mentionnent enfin l'agriculture et l'alimentation. 94 % des contributions nationales volontaires des pays à la mise en œuvre de l'accord

impliquent des actions d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ou d'adaptation des systèmes agricoles et alimentaires aux nouvelles conditions climatiques. Ces actions s'accompagnent souvent d'un appel à un financement international conséquent. Pour ces deux raisons : c'est le moment ! Il faut [agir](#) en fournissant un cadre [politique](#), financier et technique concret pour des solutions adaptées aux pays, aux acteurs et aux milieux.

Augmenter les capacités de stockage du carbone dans les sols

L'agriculture est une partie du problème, mais aussi une partie de la solution. Avec les sols et leurs changements d'usage, l'élevage, les cultures et les forêts, elle émet 24 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Néanmoins, dans le secteur forestier, si l'on parvient à [stopper](#) la déforestation, l'effet net de séquestration de carbone est avéré. La [consommation](#) de bois comme matériau, matière première ou combustible en substitution à du carbone fossile contribue aussi à [diminuer](#) ces émissions. Les sols peuvent également en [atténuer](#) le solde, si nous les enrichissons en carbone organique par des pratiques agricoles ad hoc. Les scientifiques ont montré qu'une augmentation annuelle de 0,4 % des capacités de stockage du carbone dans les sols permettrait de [neutraliser](#) la totalité de la production annuelle de gaz à effet de serre liée à l'activité humaine, tous secteurs confondus.

L'initiative internationale « 4 pour 1000, des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » défend ce principe. Lancée par le ministre français de l'agriculture en 2015 à la COP21, elle est passée ce jeudi 17 novembre en phase opérationnelle à Marrakech à la COP22. Elle rassemble aujourd'hui 170 institutions de 30 pays et poursuit un double objectif : la [sécurité alimentaire](#) à travers une meilleure fertilité organique des sols et la lutte contre les changements climatiques grâce à l'accroissement durable du stock de carbone des sols. Il s'agit d'inciter les agriculteurs au maintien des prairies pour l'élevage, à la coexistence de cultures et d'arbres, à l'association de plusieurs espèces ou variétés pour [augmenter](#) leur résilience, à l'ajustement des doses d'engrais grâce au numérique, au [développement](#) de pratiques agro-écologiques comme l'agriculture de conservation qui préserve la qualité biologique des sols. En parallèle, il faut [inventer](#) de nouvelles manières saines et durables de [produire](#), de [transformer](#) et de [consommer](#) la nourriture. Elles ne doivent ni [épuiser](#) les [ressources naturelles](#) ni [dégrader](#) les milieux, tout en offrant des emplois et des revenus suffisants aux producteurs.



Il s'agit ainsi de [mobiliser](#) largement les acteurs pour [caractériser](#) sur le terrain les pratiques agricoles innovantes et les [diffuser](#). Evidemment, cela n'exempte pas de [réduire](#) en priorité les émissions de gaz à effet de serre car les 0,4 % seront très difficiles à [atteindre](#). Nos organisations de recherche y travaillent activement, en [France](#) et à l'étranger. Nos établissements de [formation](#) réunis dans Agreenium se mobilisent pour [assurer](#) la construction des compétences nécessaires à ces nouvelles approches. Des solutions existent déjà : il reste à les [appliquer](#) plus largement, il reste à [financer](#) l'adaptation des agricultures du [monde](#) dans leur diversité.

Un pacte de co-développement entre l'Afrique et l'Europe

Ces changements, enfin, sont impératifs et urgents pour la stabilité et la sécurité. L'attention doit [porter](#) sur les pays africains, méditerranéens et européens. En Europe, la [politique](#) agricole future doit beaucoup plus qu'aujourd'hui [aider](#) les agriculteurs à [gérer](#) les risques, à atténuer les émissions, à [épargner](#) les ressources naturelles. Dans les pays en développement, la pauvreté et les désastres climatiques vont [chasser](#) de leurs terres des populations qui deviendront des réfugiés climatiques. La [population](#) du continent africain aura doublé dans trente ans ; assurer un [avenir](#) chez elles aux populations pauvres des campagnes leur évitera de [devenir](#) les misérables des [villes](#) et les migrants de demain. En complément de l'[aide](#) d'urgence, un grand pacte de co-développement entre l'Afrique et l'[Europe](#), centré sur l'agriculture et le développement d'activités en milieu rural, est nécessaire. Grâce à des investissements publics et privés massifs, il permettrait de [renforcer](#) sécurité et stabilité dans l'avenir. Il faut que l'[Union européenne](#) prenne une initiative forte en ce sens ; nos communautés scientifiques européennes, africaines et mondiales sont prêtes à se mobiliser. Face à de tels défis, l'urgence est en effet à l'action sous toutes ses formes, dès maintenant.

Marion Guillou, présidente du Conseil d'administration de l'IAVFF-Agreenium

Michel Eddi, PDG du [Centre de coopération](#) internationale en recherche agronomique pour le développement

Philippe Mauguin, PDG de l'Institut national de la recherche agronomique

